



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 18/10/2024

Reçu en préfecture le 18/10/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20241015-2024_46-DE



DÉLIBÉRATION

2024/46

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – VOLET SANTE

EVOLUTION TARIFAIRE AU 1^{ER} JANVIER 2025

PROLONGATION DE LA CONVENTION D'UNE ANNEE SUPPLEMENTAIRE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Octobre 2024 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental.

Etaient absents ou excusés : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.



Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret 2011-1474 du 08 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la Protection Sociale Complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la Protection dans la Fonction Publique ;

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération du 11 juillet 2018 relative aux choix des attributaires des conventions de participation Santé et Prévoyance ;

Vu la délibération 2023-61 du 19 décembre 2023 actant des conditions tarifaires au 01^{er} janvier 2024 ;

Vu la demande de révision tarifaire proposée par VYV-MNT ;

Le Président rappelle que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais a été précurseur dans le domaine de la protection sociale des agents, en mettant en œuvre, et ceci dès 2019 un dispositif de couverture collective des frais de santé articulée autour de trois niveaux de garanties : sécurité, essentielle, renforcée.

Déployée conjointement par notre établissement et par la Mutuelle Nationale Territoriale, la convention de participation santé au travers du dispositif de protection sociale complémentaire « Santé » permet aujourd'hui de couvrir près de 200 collectivités, regroupant 2 700 agents pour un total de bénéficiaires de près de 5 100 personnes ainsi protégées, actifs ou retraités.

Depuis sa mise en place en 2019, et jusqu'au 31 décembre 2023 le dispositif proposé aux collectivités et établissements publics du département a vu se maintenir ses cotisations et ceci malgré la mise en place de la réforme du 100% santé (reste à charge zéro) et des taxes COVID demandées aux complémentaires santé.

Au 01^{er} janvier 2024, le contrat a observé une augmentation tarifaire de 4.5%, taux inférieur à ce que l'on a pu entrevoir au niveau des tarifications des opérations nationaux présents dans ce domaine.

Cependant, l'évolution des dépenses de santé oblige, pour le maintien à l'équilibre de nos contrats, la MNT à revoir la tarification des contrats à effet du 01^{er} janvier 2025.

L'augmentation des dépenses de santé est inhérente à des mesures nationales qui vont s'imposer aux citoyens comme aux organismes d'assurance et qui pèseront lourdement sur le budget santé. Dans la mesure où les cotisations des adhérents et elles seules permettent le financement des remboursements par les mutuelles, les tarifs de nos contrats vont subir une augmentation de 2.30% au 1^{er} janvier 2025.

Les principales mesures gouvernementales qui justifient et expliquent cette position sont relatives à :

- Revalorisation du prix de la consultation des médecins à 30 € au 01/12/2024.
- Revalorisation de certains actes techniques selon les spécialités
- Refonte du forfait patientèle médecin traitant
- Revalorisation des honoraires des pharmaciens
- Revalorisation de certains actes de la convention dentaire
- Remboursement des protections menstruelles

D'autres mesures sont attendues en sus de l'augmentation constante des dépenses de santé.

Dans ce contexte, la MNT et le CDG se doivent d'être garants de la pérennité des équilibres techniques et financiers du régime complémentaire mis en place et sont contraints de répercuter une augmentation de 2.30 % de l'ensemble des cotisations au 1^{er} janvier 2025.

Rappel des montant en euros par mois au 01^{er} janvier 2024

Envoyé en préfecture le 18/10/2024

Reçu en préfecture le 18/10/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20241015-2024_46-DE



| Actifs | Sécurité | Essentielle | Renforcée |
|-----------------------|---|-------------|-----------|
| Moins de 30 ans | 15.88 € | 37.93 € | 46.29 € |
| De 30 à 45 ans | 19.75 € | 47.03 € | 57.48 € |
| Plus de 45 ans | 29.36 € | 70.02 € | 85.59 € |
| Conjoint | Cotisation identique à celle de l'agent | | |
| Enfant jusqu'à 18 ans | 10.32 € | 24.53 € | 29.94 € |
| | Gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant | | |
| Retraités | | | |
| Retraité | 45.98 € | 109.52 € | 133.66 € |
| Conjoint | Cotisation identique à celle de l'agent | | |
| Enfant jusqu'à 18 ans | 10.32 € | 24.53 € | 29.94 € |
| | Gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant | | |

Proposition tarifaire 2025 en euros par mois :

| Actifs | Sécurité | Essentielle | Renforcée |
|-----------------------|---|-------------|-----------|
| Moins de 30 ans | 16.25 € | 38.80 € | 47.35 € |
| De 30 à 45 ans | 20.20 € | 48.11 € | 58.80 € |
| Plus de 45 ans | 30.04 € | 71.63 € | 87.56 € |
| Conjoint | Cotisation identique à celle de l'agent | | |
| Enfant jusqu'à 18 ans | 10.56 € | 25.09 € | 30.63 € |
| | Gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant | | |
| Retraités | | | |
| Retraité | 47.04 € | 112.04 € | 136.73 € |
| Conjoint | Cotisation identique à celle de l'agent | | |
| Enfant jusqu'à 18 ans | 10.56 € | 25.09 € | 30.63 € |
| | Gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant | | |

Incidence 2024/2025 en euros par mois :

| Actifs | Sécurité | Essentielle | Renforcée |
|-----------------------|---|-------------|-----------|
| Moins de 30 ans | 0.37 € | 0.87 € | 1.06 € |
| De 30 à 45 ans | 0.45 € | 1.08 € | 1.32 € |
| Plus de 45 ans | 0.68 € | 1.61 € | 1.97 € |
| Conjoint | Cotisation identique à celle de l'agent | | |
| Enfant jusqu'à 18 ans | 0.24 € | 0.56 € | 0.69 € |
| | Gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant | | |
| Retraités | | | |
| Retraité | 1.06 € | 2.52 € | 3.07 € |
| Conjoint | Cotisation identique à celle de l'agent | | |
| Enfant jusqu'à 18 ans | 0.24 € | 0.56 € | 0.69 € |
| | Gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant | | |

Par ailleurs et avant toute chose, il faut rappeler que notre convention est prévue au 31 décembre 2024, c'est-à-dire au bout de 6 années de fonctionnement pendant lesquelles elle a évolué par l'intégration de nouvelles collectivités et donc de nouveaux agents adhérents.

Cependant le décret 2011-1474 du 08 novembre 2011 relatif à la PSC en son article 19 prévoit la possibilité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire pour motif d'intérêt général, soit jusqu'au 31/12/2025, et ainsi de faire coïncider la relance de notre contrat avec le passage obligatoire de la participation employeur à 15 euros minimum au 01^{er} janvier 2026.

C'est également pour notre établissement la possibilité de maintenir un contrat qui se porte bien depuis sa création en 2019. L'augmentation tarifaire de 2024 et celle prévue en 2025 sont relatives à des évolutions règlementaires et servent à maintenir l'équilibre du contrat dans sa globalité. Par ailleurs, le service enregistre l'arrivée de nouvelles collectivités à effet du 01^{er} janvier 2025. Toute notre attention s'est portée sur ces nouvelles demandes d'adhésion et nous avons délivré les réunions d'information et de présentation aussi bien au niveau des instances de ces collectivités qu'au niveau des agents.

La possibilité de prolonger notre contrat d'une année supplémentaire permet également aux collectivités et établissements concernés de se mettre en règle avec les dispositifs existants.

Le contenu de la présente délibération sera communiqué aux collectivités et établissements adhérents sur ce volet Santé, afin qu'une information soit donnée aux agents sur les nouveaux montants qui seront précomptés sur les rémunérations au 1^{er} janvier 2025 et ceci en concertation avec la Mutuelle Nationale Territoriale.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *PREND ACTE et ACCEPTE* l'augmentation tarifaire à effet du 1^{er} janvier 2025 relative à la convention de participation Santé dans le cadre de la Protection Sociale Complémentaire des agents ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer tous les actes relatifs à la mise en œuvre de cette modification et notamment de la prolongation d'une année supplémentaire de la convention.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 octobre 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY